

fort groupe allemand — au sein duquel se trouvaient des S.S. français — encercla le village, barre les routes, puis perquisitionna dans la ferme Commelin. La rotaive imprimante y est découverte. Les S.S., après s'être livrés au pillage, mettent le feu aux bâtiments à l'aide de grenades incendiaires, puis ils arrêtent André Commelin, malgré les protestations de sa femme qui affirme ne rien savoir de la présence d'objets compromettants dans un des communs de la ferme « loué, prétend-elle, à des réfugiés de la Région parisienne ». Pendant que des voisins s'efforcent de circonscrire l'incendie, Commelin est conduit jusqu'à la grand'place du village où un officier nazi a rassemblé tous les Nervillois âgés de 16 à 30 ans sous la menace des mitraillettes. Après un tri qui paraît interminable, la plupart d'entre eux sont libérés mais 7 hommes sont gardés comme otages et brutalement embarqués à bord d'un camion : il s'agit de MM. Commelin déjà nommé, Henri Sadier, maire de Nerville, Paul Duclos, instituteur et secrétaire de mairie, Marcel Harlay, ouvrier agricole, et son frère Roger, Deforge âgé de 72 ans, Roger Faure. Une dizaine d'autres otages désignés paraissent n'avoir échappé au même sort et n'être restés finalement à Nerville que parce que le camion était déjà surchargé.

fit procéder à leur mise en bière, non sans avoir pris la précaution de les faire photographier par un artisan de la ville, M. Ménil, ce qui permit plus tard l'identification des victimes.

Quant à William Lapiere et deux de ses compagnons, ils avaient été transférés à la

Près de Magny, des ouvriers agricoles sont fusillés au bord de la route

casernes de La Pépinière, à Paris, sans doute dans le dessein de les interroger, mais ils furent providentiellement libérés le 18 août par l'insurrection nationale.

En effet, dès le 22 août, au petit matin, des unités S.S. d'élite ratisèrent la région d'Arthies, dans une opération de représailles et s'emparèrent d'otages en plusieurs localités.

A Arthies, d'abord, où plusieurs otages sont ainsi pris — parmi eux Francmesnil et le garde champêtre du village Georges Delage — et jetés dans un camion. Puis à

taire, puis reviendra en sens inverse jusqu'à un lieu désert, sis en bordure de la route de Charmont à Bray-et-Lû et au nom prédestiné « La Fosse Rouge ». On pensa que les Allemands n'ont pas voulu procéder aux exécutions à Magny, ville à la population assez importante et qu'ils ont choisi cet endroit retiré pour commettre leur forfait.

En ce lieu, ordre est donné aux otages de descendre et de s'égailler dans les champs, ce qu'ils font. Mais aussitôt les Allemands ouvrent le feu sur le groupe qui s'éloigne : onze hommes tombent foudroyés. Quelques-uns de ces otages, comme Robert Andrieux dont les deux fils viennent d'être tués, seront seulement blessés et survivront. D'autres encore réussiront à s'enfuir.

A l'emplacement de ce massacre a été élevé, plus tard, un monument commémoratif en forme de calvaire où est célébrée, chaque année, au mois d'août, une cérémonie du souvenir.

Ces fusillades collectives ne doivent pas faire oublier d'autres atrocités commises par la soldatesque sur des patriotes et des otages isolés. A Chars, par exemple, le 18 août, André Baleydyer, employé de chemin de fer et résistant domicilié dans cette ville, était interpellé à sa sortie de la gare de Marines, en compagnie de deux hommes, camarades de travail, par 7 soldats allemands. Il était malheureusement porteur d'un paquet de tracts émanant d'un réseau

heureux Baleydyer devait être retrouvé dans une excavation du parc de Marines, recouvert de terre et de feuilles. Les mains étaient tordues par un lien serré, les jambes criblées de balles, toute la partie arrière du crâne fracassée par une décharge de mitraillette. Il avait été torturé, puis assassiné. Veuf, il laissait deux jeunes enfants qui furent pris en charge par la commune de Chars, puis recueillis par la famille Duvinage de Franconville.

Quelque temps auparavant — en juin 1944 semble-t-il — des miliciens du centre de formation gestapistique de Taverny s'étaient déjà livrés à des actes de barbarie du même genre. Ils abattent des prisonniers dans le parc du château de Boissy. En juin 1944, soupçonnant à tort ou à raison — la réalité du fait n'ayant pu être établie — un jeune stagiaire de leur organisation criminelle d'être un élément de la Résistance infiltré dans leurs rangs, les « permanents » le torturent et l'exécutent. Le corps du malheureux fut traîné tout au long de la rue de l'Eglise puis exposé dans la salle des mariages de la mairie. Des bourreaux lui avaient crevé les yeux. Plus tard, lors des combats de la Libération, un des miliciens exécutera sauvagement au château de Beauchamp, un jeune F.F.I. du Plessis-Bouchard qui avait été blessé.

De façon générale, les Allemands, affolés par l'approche des forces alliées, tiennent au hasard sur tout ce qui bouge. Il en est ainsi autour de Villiers-le-Bel. « Les nazis terrorisent la région ; pour un rien on arrête, on torture et on fusille n'importe qui, n'importe quand ». Un jeune garçon âgé de 17 ans, habitant le vieux pays, René Queux et l'un de ses camarades de la gare, Jean Chaumont sont arrêtés par les S.S. pour seule raison de s'être promenés à bicyclette à proximité des Allemands ; ils sont horriblement mutilés et fusillés au lieu dit « Les Quatre-Chênes » à Domont... Un autre jeune homme habitant le quartier de la gare, Henri Bizouard, 19 ans, fut arrêté alors qu'il se promenait dans les champs et fusillé au fort de Garges (dit de Stains). Pierre Logier, fils du futur maire de Villiers-le-Bel est tué alors qu'il tentait de s'évader du train qui l'emmenait en déportation. Marcel Leporecq, cheminot, est abattu dans son service.

Bien entendu, ce régime de terreur ne fait que s'intensifier dans les heures qui précèdent immédiatement le combat libérateur. A Argenteuil, dans le courant du mois d'août, des pourparlers s'étaient engagés entre des Résistants du Mouvement F.T.P. de la ville et une unité allemande d'une centaine d'hommes qui, casernés au groupe scolaire de la cité d'Orgemont, désiraient se rendre sans combat.

Avec l'accord du Comité Militaire local, trois responsables de la résistance Doue André, Chauvelot Jacques et Morels Victor, furent désignés à l'effet de poursuivre ces négociations, par l'intermédiaire de l'Aumônier de la Wehrmacht, d'une part, et de M. le Curé de l'église d'Orgemont qui connaissait la langue allemande. Les contacts se révélaient difficiles, l'officier nazi posant diverses conditions et ne voulant se rendre qu'à une formation de l'armée régulière. Ils paraissaient néanmoins sur le point d'aboutir et un ultime rendez-vous fut fixé au 25 août à 9 heures du matin. Doue, Chauvelot et Morels se présentèrent à la Cité d'Orgemont, en parlementaire, à l'heure et au lieu prévus, mais on ne devait plus les revoir. On apprit dans la soirée qu'ils avaient été traitementement appréhendés, conduits vers une ancienne carrière proche du pylône de Radio-Cité qui dominait la butte, contraints de creuser leurs fosses puis abattus à la mitraillette au fond de ces trous que les soldats allemands recouvrirent ensuite de terre. Un habitant d'Argenteuil — M. Goislard — avait pu, de sa fenêtre, observer à la jumelle toute cette scène macabre et en noter tous les détails. Le même soir, la troupe allemande quittait son cantonnement, précipitamment. Le lendemain, les corps des victimes étaient exhumés ; ils étaient méconnaissables, les visages avaient été manifestement écrasés à coups de bottes. Une stèle marque cet endroit.

Le 26 août, vers 10 heures du soir, deux policiers de la Gestapo arrêtent un habitant de Fontenay-en-Parisis, Ambroise Jacquin, pour des motifs qui demeurent ignorés. Ils l'emmènent à Châtenay-en-France où se trouvait un état-major allemand. Il y subira d'abominables sévices — poignets brisés, ongles arrachés, un œil crevé — avant d'être abattu à la mitraillette et de recevoir le coup de grâce à la nuque. Arrêtons-la ce sinistre martyrologe, bien des faits analogues se trouvant très probablement ignorés des archives, toujours incomplètes.



Le pont de Pontoise détruit en 1940

Pendant que ces opérations se déroulent, d'autres battues sont organisées par les S.S. en forêts de L'Isle-Adam et de Carnelle et amènent l'arrestation de William Lapiere, puis de Georges Grandjean dit « Léo », directeur de l'usine des Forgets, ainsi que de quatre innocents campeurs stationnés au Centre de « Rose des Vents ».

Enfin de compte, otage et captifs seront amenés à L'Isle-Adam, brutalisés, alignés les mains en l'air et contraints de rester très longtemps dans cette position sous la menace des armes. M. Deforge fut néanmoins libéré en raison de son âge et autorisé à regagner Nerville. Quant aux autres, ils furent en fin de journée transférés sous une pluie battante à la Feldkommandantur d'Enghien-les-Bains où ils furent à nouveau battus et laissés sans nourriture jusqu'au lendemain. Ce jour-là, donc le 16 août, les jeunes Roger Faure et Roger Harlay, âgés de 17 ans, furent relâchés vers midi et purent rentrer à pied à Nerville. Mais la Kommandantur ayant sur ces entrefaites reçu l'ordre de déménager, les 13 otages restant furent conduits dans la clairière des « Quatre-Chênes » de Domont et exécutés à la mitraillette, vers 19 h, alors même qu'on procédait à un peu plus loin à l'inhumation des victimes de la fusillade du 15 août.

Tous les corps avaient été déshabillés par la mitraillette et le coup de grâce leur avait été donné par une balle tirée sous la mâchoire, ainsi que devait le constater le maire-adjoint de Domont, Maurice Cotté qui, malgré l'opposition des Allemands voulant jeter les cadavres dans un charnier,

Aincourt où une nouvelle rafle est opérée. Le curé du pays, qui est d'origine hollandaise, sera néanmoins libéré et, en parlementaire, réussira à faire relâcher un notable du pays, M. Duroyaume. Mais les deux autres habitants d'Aincourt sont abattus sur place, cependant que règne une certaine confusion créée par le passage d'un avion américain qui survole les lieux à basse altitude.

Le sinistre camion reprend alors sa route en direction de Magny-en-Vexin, traverse Charmont sans s'arrêter mais stoppe à la sortie de la localité, en haut d'une côte. De ce sommet, on aperçoit une exploitation agricole où se trouvent rassemblés des ouvriers en train de déjeuner. Pensant vraisemblablement avoir affaire à un groupe de maquisards, les nazis font demi-tour et cernent la ferme en hurlant : « terroristes, terroristes ! ». Deux paisibles ouvriers agricoles, Louis Blanpain et Yves Martin sont exécutés, l'un sur le bord de la route, l'autre près de sa maison. Seulement blessé, Martin aurait crié « sales boches » et aurait, d'après un témoignage, été achevé à coups de poignard. Blessé lui aussi, un homme de 84 ans, Archange Blard réussira à s'enfermer chez lui mais mourra plus tard des suites de ses blessures. Les autres sont à leur tour pris comme otages, l'épouse du fermier Mme Vathier ayant seulement réussi à faire libérer le plus jeune et le plus âgé de ses ouvriers, grâce à sa connaissance de la langue allemande.

Poursuivant son chemin, le camion s'arrêtera à l'entrée de Magny-en-Vexin pour y prendre en charge plusieurs autres otages débarqués d'un autre véhicule mili-

de résistance. Conduits au château de Marines où se trouvait un détachement ennemi d'éléments appartenant au camp d'aviation de la Luftwaffe de Cormeilles-en-Vexin, les trois hommes devaient y subir, toute la nuit, les pires brimades. Après avoir été bourrés de coups, ils furent conduits dans le parc sous la menace des mitraillettes et à la lueur de lampes électriques puis mis en présence de trois fosses creusées dans la terre et où ils devaient être enterrés après exécution sommaire s'ils ne révélaient pas

A Châtenay-en-France, un habitant est abominablement torturé et fusillé

L'origine des tracts et l'existence des réseaux locaux. En même temps, les Allemands tiraient des coups de revolver en direction de leurs pieds pour obtenir leurs aveux. Aucun d'eux ne parla. Finalement, vers huit heures du matin, le 19, Baleydyer fut séparé de ses camarades — nommé Poitou et Clément — qui furent libérés dans la soirée, et on ignora assez longtemps son sort, l'officier allemand qui commandait le détachement ayant faussement affirmé aux gendarmes français de la brigade de Marines que le prisonnier avait été transféré à Paris pour y être jugé. Mais, il n'en était rien. Après la Libération, le corps du mal-